

Starinvestor verkauft IBM-Aktien

New York. Warren Buffett hat seit Jahresbeginn im großen Stil IBM-Aktien verkauft.



Insgesamt verringerte seine Beteiligungsgesellschaft Berkshire Hathaway ihren Anteil an dem Computer-Urgestein um rund ein Drittel,

wie der Starinvestor dem US-Sender CNBC am Donnerstagabend (Ortszeit) sagte. Damit sank die Beteiligung seit Ende 2016 von rund 81 Millionen nur noch gut 50 Millionen Anteilscheine. „Ich bewerte IBM nicht mehr auf die gleiche Art und Weise, wie ich es vor sechs Jahren getan habe“, begründete der 86-jährige Börsen-Guru die Entscheidung. Buffett war 2011 mit rund 13 Milliarden Dollar bei dem IT-Konzern eingestiegen, was damals wegen seiner traditionellen Abneigung gegenüber Tech-Unternehmen für Aufsehen gesorgt hatte. IBM leidet schon lange unter dem schwachen Kerngeschäft mit Rechnern und Software, im ersten Vierteljahr verbuchte der Computer-Dino das zwanzigste Quartal mit einem Umsatzminus in Folge. Die Aktie steht auf Jahressicht mit rund vier Prozent im Minus und geriet weiter unter Druck, nachdem Buffett seine Verkäufe ausgeplaudert hatte. *dpa*

US-Arbeitslosigkeit auf Zehn-Jahres-Tief

Washington. Die Arbeitslosigkeit in den USA ist auf einem Zehn-Jahres-Tief angekommen. Die Arbeitslosenquote betrug im April 4,4 Prozent – so niedrig war sie zuletzt im Frühjahr 2007, kurz vor Beginn der Finanzkrise. Im März hatte die Arbeitslosenquote bei 4,5 Prozent gelegen, wie das Arbeitsministerium am Freitag mitteilte. Vor einem Jahr lag sie noch bei 5,0 Prozent. Im April kamen den Angaben zufolge 211 000 Jobs neu hinzu, im Jahresvergleich sogar 854 000. Der durchschnittliche Stundenlohn lag im April um 0,3 Prozent höher als im März. *dpa*

Marktmacht von Black Rock ungebrochen

New York. Die Wettbewerber von Black Rock, darunter die Deutsche Bank, versuchen die Vormachtstellung des Unternehmens im 153 Mrd. Dollar schweren Markt für börsengehandelte Anleihefonds (ETF) in Europa zu schwächen. Bei der Umsetzung haben sie Probleme. Der Marktanteil von Black Rock ist in den vergangenen Jahren auf 67 Prozent angestiegen. Dabei verlangen Konkurrenten geringere Gebühren. Die Wettbewerber werden ausgebremst, weil Black Rocks iShares den Investoren Zugang zu europäischen Anleihefonds bieten, die 93 Mrd. Euro an Netto-Aktiva halten. Das ist mehr als neunmal so viel wie beim nächstgrößten Anbieter, der Deutschen Bank. Der ETF-Markt hat durchaus noch Luft nach oben, um zu wachsen. *Bloomberg*

L'autre menace

Les principaux indicateurs de l'économie française dans le rouge

Même si des données économiques importantes sont attendues la semaine prochaine, l'élection en France retiendra une attention particulière des marchés financiers et dictera leur direction lundi matin à l'ouverture.

L'indicateur de l'inflation en Allemagne sera certainement l'élément le plus attendu des chiffres macro-économiques la semaine prochaine, au milieu des indicateurs d'exportations et d'importations des grands pays de la zone euro, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. En effet, la grogne des épargnants allemands monte de plus en plus et les politiciens, comme le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, s'attaquent, dès que la possibilité leur est offerte, à Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne. La population accepte de moins en moins des taux d'intérêts proches de 0 voire négatifs pour ses placements, entraînés par la politique très accommodante de la BCE.

L'excédent commercial allemand trop haut

Les données relatives aux exportations et importations permettront de mesurer l'évolution des balances commerciales des différents pays de la zone euro. Cet indicateur s'est dégradé en France depuis le début d'année alors qu'il caracolait toujours à des hauts niveaux en Allemagne et agace les instances européennes. Selon les traités relatifs à la monnaie unique, des excédents de plus de 6 % de PIB ne sont pas permis et doivent être corrigés.

Or, l'excédent allemand s'établit à 8,6 % du produit intérieur brut (PIB) pour 2016, très au-delà des recommandations de Bruxelles. L'Allemagne prétend corriger cette anomalie en favorisant la consommation interne via, notamment, les hausses de salaires et les investissements dans les infrastructures.

Pour le moment, cette politique ne semble pas porter ses fruits. Par contre, pour contrer la remontée de l'inflation, l'Allemagne revendique en permanence le changement de cap de la politique monétaire de la BCE afin de soulager ses rentiers, de plus en plus nombreux. Selon les derniers chiffres, la hausse des prix au sein de la zone euro a été plus forte que prévue en avril, se rapprochant de l'objectif des 2 % de la BCE, et l'inflation sous-jacente a progressé à son rythme le plus élevé en trois ans comme le montre la première estimation publiée vendredi par Eurostat, l'Institut européen de la statistique.

Trop tôt pour relever les taux

Dans les dix-neuf pays partageant la monnaie unique, la hausse des prix à la consommation a été de 1,9 % sur un an en avril, après 1,5 % en mars. Mais Mario Draghi a déjà écarté la possibilité de relever les taux. Il estime qu'il est trop tôt pour arrêter complètement le rachat d'actifs sur les



S'il est élu, Emmanuel Macron va devoir sortir la France du flou: avec une dette en hausse de 20 % depuis 2009, l'Hexagone pourrait se retrouver en grande difficulté quand les taux vont remonter. (PHOTO: AFP)

marchés secondaires même si ceux-ci ont été baissés de 20 milliards par mois. La peur se concentre sur la capacité des pays de la périphérie comme le Portugal ou l'Italie, mais également la France à faire face aux renchérissements de leurs dettes.

Pendant que l'Allemagne rembourse sa dette qui a baissé de 12 % depuis 2009, l'État français emprunte 4 milliards d'euros par semaine simplement pour couvrir les dépenses courantes, ce qui fait que sa dette a augmenté de 19 % depuis 2009.

Comme les taux longs des dettes souveraines commencent à évoluer légèrement vers le haut, ce mouvement risque de grever durablement les dépenses publiques françaises et pourrait empêcher le pays de sortir de sa situation plus que délicate. Les marchés boursiers ont fortement augmenté ces

derniers jours avec l'arrivée d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle avec plus de 24 % des suffrages exprimés contre 21 % pour Marine le Pen. Ce résultat, s'il se confirme, écarterait les risques politiques d'une hypothétique élection de la présidente du Front National, qui promet la fin de l'euro et la sortie de l'Union européenne, et permettrait également à la France de réaliser toute une série de mesures structurelles.

Des indicateurs qui appellent des réformes

Que l'extrême-droite batte à chaque élection de nouveaux records, n'est pas dû au hasard ou à des particularités franco-françaises. En comparant la France avec l'Allemagne, son premier partenaire économique, le niveau de chômage de l'Allemagne se situe à 3,9 % contre 10 % en France (selon les derniers chiffres d'Eurostat).

Pire, le chômage poursuit sa dérive en Allemagne et dans l'immense majorité des pays européens sauf en France où le nombre de chômeurs a fortement augmenté au mois de mars (+1,3 %), atteignant 3,51 millions de personnes en métropole.

Au niveau de la croissance, sur l'ensemble de l'année 2016, elle s'établit à 1,9 %, le plus fort taux connu par l'Allemagne depuis cinq ans, contre 1,1 % dans l'hexagone.

Avec des indicateurs plus que mitigés pour la France, l'isolation, le protectionnisme, une éventuelle sortie de l'Union européenne et de l'euros seraient certainement

les mauvais remèdes pour sortir de cette situation précaire.

L'Allemagne, un malade qui s'est soigné

L'Allemagne fût considérée, à la fin des années 1990, comme le malade de l'Union européenne.

Aujourd'hui, de plus en plus d'économistes pointent du doigt la France comme le pays à problème. Ce phénomène s'est manifesté durant les deux derniers mandats présidentiels (Sarkozy et Hollande) avec des présidents incapables de réformer le pays en profondeur. A chaque fois le même rituel se répète: le président met au point une réforme ambitieuse, elle atterrit au Parlement qui débat des heures et finit par l'amender dans tous les sens en dénaturant complètement le projet initial. La tâche du nouveau président français ne sera pas simple mais des réformes seront nécessaires surtout pour la France mais aussi pour l'Union européenne. D'autres pays européens comme la Grèce ou le Portugal ont également dû se conformer à une marche forcée, et aujourd'hui, ces pays commencent doucement à sortir de la crise.

Ce dimanche, tous les yeux seront tournés vers la France où se tiendra le duel du second tour de l'élection présidentielle française avec Emmanuel Macron comme favori. Pour beaucoup d'acteurs de marché une victoire du candidat du mouvement «En marche!» pourrait sonner la fin des risques politiques liés aux échéances électorales en Europe pour 2017.

Mike Felten
Directeur Fortuna Banque s.c.

L'État français emprunte 4 milliards d'euros par semaine simplement pour couvrir les dépenses courantes, ce qui fait que sa dette a augmenté de 19 % depuis 2009.